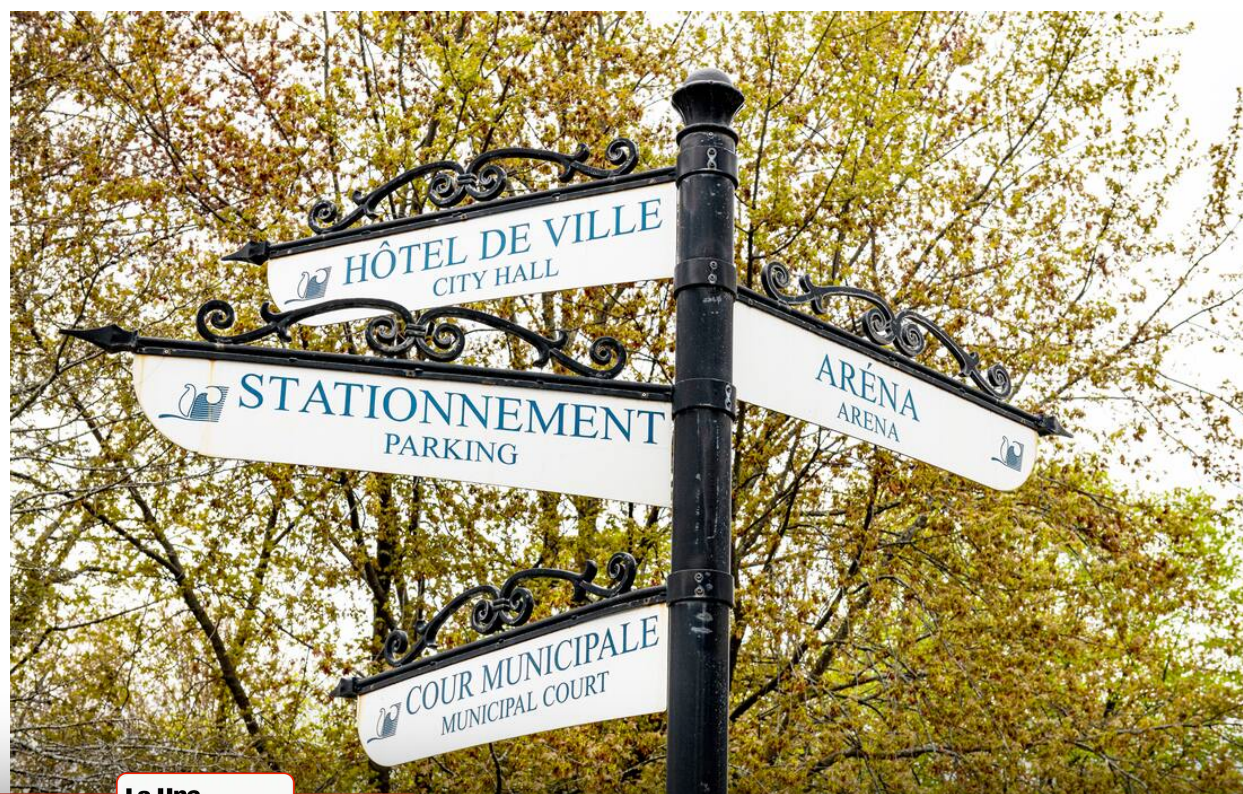


Publicité

[» ACTUALITÉS » POLITIQUE](#)

Réforme de la loi 101: une majorité de Québécois approuve le plan du gouvernement Legault

Les mesures caquistes pour contrer le déclin du français récoltent un fort appui dans la population.



La Une. La nouvelle infolettre du Journal. Matin. Midi. Soir.

Inscrivez-vous pour ne rien manquer de l'actualité

Inscrivez-vous

Plus tard

MISE À JOUR Mardi, 23 mai 2021 10:10



Au moment de dévoiler sa réforme de la loi 101, le gouvernement Legault avait en poche un sondage démontrant un appui massif aux mesures qu'il souhaite appliquer pour protéger la langue française.

• À lire aussi: Langue française: refuser de consentir à notre déclin

Chez les francophones, le taux d'approbation pour les diverses propositions oscille entre 72 % et 95 %, indique le coup de sonde de la firme Léger*.

Publicité



**La Une. La nouvelle
infolettre du *Journal*.
Matin. Midi. Soir.**

Inscrivez-vous pour ne rien manquer
de l'actualité

Inscrivez-vous

Plus tard

Pour le cabinet du ministre Simon Jolin-Barrette, ces résultats témoignent d'un « consensus historique » autour de la défense de la langue française.

Le sondeur Jean-Marc Léger abonde dans le même sens : il s'agit d'une « préoccupation majeure » des Québécois, qui perçoivent un recul du français.

Sans surprise, toutefois, certaines modifications sont reçues froidement par la communauté anglophone. Celle-ci s'oppose majoritairement à l'imposition du français comme langue d'usage, notamment au travail, mais accueille favorablement les mesures incitatives.

Jeunes et cégeps

L'idée de freiner l'expansion des cégeps anglophones ne récolte pas une majorité absolue d'appuis, avec 49%. Mais c'est tout de même plus que ceux qui se disent contre, à 43%, les autres ayant refusé de se prononcer.

L'automne dernier, un sondage réalisé pour la



**La Une. La nouvelle
infolettre du Journal.
Matin. Midi. Soir.**

Inscrivez-vous pour ne rien manquer
de l'actualité

Inscrivez-vous

Plus tard

désaccord et 8% refusaient de se prononcer.

Étonnamment, le gouvernement Legault n'a pas testé sa propre proposition, soit de contingenter le nombre de places dans le réseau collégial anglophone.

Autre facteur important, la préoccupation pour la survie du français croît avec l'âge.

De 18 à 24 ans, à peine 37 % des répondants disent craindre pour la situation de la langue officielle du Québec. À l'opposé, les baby-boomers ont connu les luttes pour franciser la société québécoise et craignent un retour en arrière. Chez les 55 ans et plus, 70 % des répondants se disent inquiets pour l'avenir de la langue française.

Publicité



**La Une. La nouvelle
infolettre du *Journal*.
Matin. Midi. Soir.**

Inscrivez-vous pour ne rien manquer
de l'actualité

Inscrivez-vous

Plus tard

Le fait de vivre à Montréal ou non influence aussi grandement les réponses : une minorité de Montréalais (48 %) sont inquiets, alors que le coup de sonde obtient des majorités partout ailleurs au Québec.

Appuis clairs

Le coup de sonde a permis au gouvernement de valider l'appui aux principales mesures de son projet de loi 96.

Le droit de travailler en français récolte la faveur des francophones : 88 % souhaitent appliquer la loi 101 aux entreprises de compétence fédérale, et 85 % veulent l'étendre aux entreprises de 25 à 49 employés.

Pour les commerces, 89 % des répondants de langue française soutiennent l'affichage à nette prédominance dans la langue de Molière.



**La Une. La nouvelle
infolettre du *Journal*.
Matin. Midi. Soir.**

Inscrivez-vous pour ne rien manquer
de l'actualité

Inscrivez-vous

Plus tard

dû se maintenir, voire augmenter.

Appétit constitutionnel

Les Québécois n'ont plus d'appétit pour les débats constitutionnels ? Ce n'est pas ce que dit le coup de sonde.

Sans relancer les grandes manœuvres à l'image de l'accord du lac Meech, le projet de loi prévoit deux mesures qui risquent de raviver les discussions sur la place du Québec au sein du Canada.

L'idée de reconnaître le français comme langue officielle du Québec dans la Constitution reçoit l'appui de 88 % des francophones (29 % des anglophones). Quant à elle, l'utilisation de la clause dérogatoire pour prémunir la réforme contre les contestations judiciaires s'attire la faveur de 74 % des répondants de langue française, mais de seulement 15 % des représentants de la minorité historique.

Publicité



**La Une. La nouvelle
infolettre du *Journal*.
Matin. Midi. Soir.**

Inscrivez-vous pour ne rien manquer
de l'actualité

Inscrivez-vous

Plus tard

Deux visions

Si l'appui aux mesures diffère tant, c'est en partie parce que les « deux solitudes » ne partagent pas les mêmes craintes quant à la précarité du français au Québec.

68 % des répondants francophones se disent inquiets pour son avenir, contre 24 % des anglophones (32 % chez les allophones).

À Montréal, le schisme est encore plus grand, avec une proportion de 80 % contre 22 %. Jean-Marc Léger y voit tout de même une bonne nouvelle : près d'un anglophone sur quatre se soucie de protéger la



**La Une. La nouvelle
infolettre du *Journal*.
Matin. Midi. Soir.**

Inscrivez-vous pour ne rien manquer
de l'actualité

[Inscrivez-vous](#)

[Plus tard](#)

anglophones et 28 % des allophones.

CE QU'EN PENSENT LES QUÉBÉCOIS

- **78 %** L'État québécois devrait communiquer en français avec les nouveaux arrivants
- **83 %** L'État québécois devrait communiquer en français avec les entreprises établies au Québec
- **89 %** Offrir des cours de francisation pour les adultes anglophones et allophones établis au Québec
- **78 %** Le droit de travailler en français devrait être renforcé
- **75 %** Soumettre les entreprises du Québec de compétence fédérale à la loi 101
- **72 %** Soumettre les entreprises de 25 à 49 employés à la loi 101
- **83 %** Les commerçants devraient servir les consommateurs en français.
- **75 %** Exiger une nette prédominance du français dans l'affichage commercial



**La Une. La nouvelle
infolettre du *Journal*.
Matin. Midi. Soir.**

Inscrivez-vous pour ne rien manquer
de l'actualité

Inscrivez-vous

Plus tard

<https://bit.ly/3raMw62>

ARCHIVES 2026 2025 2024 2023 2022 2021 2020 2019 2018 2017

ACCÈS RAPIDES

SECTIONS

EN SAVOIR PLUS

S'ABONNER

APPLICATIONS MOBILES

© 2026 Le Journal de Québec Inc. Tous droits réservés.

